



## LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



# « Le nouveau monde » : aujourd'hui la colère, demain toujours plus de dette !

**Pour calmer la colère des gilets jaunes, Emmanuel Macron a dû dans la précipitation annoncer une série de mesures. Si certaines d'entre elles, défendues par Les Républicains depuis de longs mois, vont dans le bon sens, rien n'est en revanche annoncé concernant la réduction des dépenses publiques. Résultat : ce sont bien les contribuables qui risquent une nouvelle fois de payer l'addition.**

**L**a révolte des gilets jaunes a montré un ras le bol fiscal généralisé. Rien d'étonnant à cela puisque, selon un récent rapport de l'OCDE, **la France est désormais la Championne du monde de la pression fiscale.** Un titre dont on se serait bien passé !

Au pied du mur face à cette exaspération, le Président Macron a été obligé d'annoncer, après de trop longues semaines de tergiversations, des mesures permettant d'augmenter le pouvoir d'achat d'une partie des Français. **Que de temps perdu, alors que Les Républicains (LR) tiraient la sonnette d'alarme depuis de longs mois sur les conséquences dramatiques des choix présidentiels !**

Certaines des mesures annoncées vont naturellement dans le bon sens : par exemple, la suppression de la hausse de la CSG pour les retraités qui touchent moins de 2 000 € de retraite (2 900 € pour les couples). Mais pourquoi ne pas avoir écouté plus tôt Les Républicains qui préconisaient de renoncer à cette hausse injuste qui pénalisait lourdement le pouvoir d'achat des retraités ? Néanmoins, et nous le regrettons, la majorité « En Marche » n'a pas renoncé à la non-indexation des pensions de retraite sur l'inflation qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cela conduira donc à une perte moyenne de pouvoir d'achat de 200 € par an pour les retraités, une nouvelle fois pris pour cible.

De même, la (re)mise en place des heures supplémentaires défiscalisées, mesure emblématique du quinquennat de N. Sarkozy supprimée par F. Hollande et son conseiller E. Macron en 2012 est une bonne chose. Mais pourquoi avoir refusé de voter cette mesure pourtant proposée par les parlementaires LR depuis des années ?

A cela s'ajoute la revalorisation de la prime d'activité, une prime exceptionnelle défiscalisée (pour les employeurs qui le peuvent) et l'annulation de la hausse de la taxe Carbone.

**Toute la question maintenant est de savoir comment financer ces nouvelles mesures dont le coût est estimé à 15 milliards d'euros.** Ceci alors que, depuis 18 mois, la majorité gouvernementale est justement incapable de faire des économies et de mettre un terme au cercle vicieux de l'augmentation de la dépense publique et de la dette qui conduit à toujours plus de taxes et d'impôts.

En effet, selon un récent rapport parlementaire du député « En Marche » Joël Giraud, présenté le 15 octobre dernier à l'occasion du début de l'examen de la partie recettes du budget 2019 à l'Assemblée nationale, la dépense publique devrait **augmenter de 123 milliards entre 2017 et 2022**, pour finalement dépasser les 1 400 milliards.

Et sur les deux premières années de son quinquennat, le Président et son gouvernement font même pire, et il fallait

le faire, que F. Hollande : **soit 51 milliards de hausse de la dépense publique entre 2018 et 2019.**

En définitive, la réponse apportée par le Président à la crise des gilets jaunes n'est ni crédible ni durable car son silence concernant la baisse des dépenses publiques implique que ces nouvelles annonces seront financées par la dette publique... et donc à long terme par l'augmentation des taxes et des impôts qui pèseront directement sur les Français.

Au-delà des effets d'annonce et des postures politiciennes, il est temps que le gouvernement entame **les réformes structurelles dont la France a besoin, notamment la réforme de l'Etat, seul levier pour réduire la dépense publique, réduire la dette et enfin redonner de l'air aux Français.** Il en va aujourd'hui de notre « contrat social » et de l'unité nationale ! ■

**Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ**

Écrivez-nous sur : [groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr](mailto:groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr)

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page [www.facebook.com/94autrement](https://www.facebook.com/94autrement)